

Minister of Industry,  
Science and Technology and  
Minister for International Trade



Ministre de l'Industrie, des  
Sciences et de la Technologie et  
ministre du Commerce extérieur

# Statement

# Déclaration

92/25

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

**NOTES POUR UNE ALLOCUTION  
DE L'HONORABLE MICHAEL WILSON,  
MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES  
ET DE LA TECHNOLOGIE  
ET MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR,  
À LA CONFÉRENCE DE LA  
PAN PACIFIC BUSINESS ASSOCIATION**

**CALGARY (Alberta)  
Le 4 juin 1992**

Merci et bonsoir à tous.

Quelle année nous venons de vivre! L'Union des Républiques socialistes soviétiques appartient désormais à l'histoire et les républiques qui la constituaient ne sont plus ni socialistes ni unies. Il existe aujourd'hui des pays dont la plupart d'entre nous ignoraient jusqu'au nom.

De grands empires se sont effondrés. De grandes maisons sont tombées. De nouvelles forces sont apparues et, peut-être aussi, l'embryon de nouveaux empires.

Cependant que survenaient ces bouleversements, le cycle de la croissance et du développement a suivi son cours dans la majorité des pays de la région de l'Asie et du Pacifique. Certes, cela ne s'est pas toujours fait sans heurts, comme nous l'avons vu tout récemment dans le cas de la démocratisation en Thaïlande. Et pourtant, certains de nos partenaires d'outre-Pacifique se plaignent de ne pouvoir atteindre un taux de croissance dans les deux chiffres, génèrent chez eux des taux d'épargne et d'investissement qui tiennent du rêve pour nous et, sans tambour ni trompette, intègrent leurs populations extraordinairement dynamiques, souples et déterminées.

À n'en pas douter, cette région est aujourd'hui une puissance économique qui, à bien des égards, règle le rythme de l'évolution de l'économie mondiale. Le revenu national brut global y est deux fois plus élevé que celui de la Communauté européenne (CE), et 28 p. 100 du commerce mondial a sa source dans cette partie du globe.

Le produit intérieur brut global des quatre tigres et des trois autres pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) a quadruplé au cours des deux dernières décennies, et cette croissance ne semble pas vouloir ralentir. Qui plus est, ces pays commencent à peine à exploiter leur propre potentiel énorme de consommation, avec une population combinée proche de celle de l'Amérique du Nord et ce, sans la Chine ni le Japon.

D'ici à la fin de la décennie, la région de l'Asie et du Pacifique pourrait compter 60 p. 100 de la population de la planète, générer 50 p. 100 de la production mondiale et représenter 40 p. 100 de la consommation totale. Je ne saurais trop insister sur l'importance d'être partie prenante à ce processus, tant pour le Canada que pour les entreprises canadiennes, prises individuellement et collectivement.

Dans les années 50, le Japon s'était positionné pour déloger l'Amérique du Nord dans la production de biens à faible intensité technologique et à forte intensité de main-d'oeuvre. Les nouvelles économies industrielles que sont la Corée, Taiwan, Hong Kong et Singapour ont supplanté le Japon dans les années 70 et aujourd'hui, elles sont à leur tour délogées par la Thaïlande, la Malaisie et l'Indonésie, chacun de ces pays adoptant un modèle

qui, à force d'épargnes, d'investissements et de nouveaux investissements, lui assure une croissance continue. Peut-être même assistons-nous à la naissance d'une quatrième vague d'économies en développement, les investisseurs de la région étant de plus en plus attirés par les avantages au niveau des coûts que font miroiter le sud de la Chine et le Vietnam.

De nouvelles régions économiques naturelles se développent sans tenir compte des frontières nationales. On n'a qu'à songer au triangle Guangdong-Hong Kong-Taiwan. Il y a aussi les intérêts de la Corée dans les provinces chinoises tout juste à l'ouest. Et il ne faut pas oublier la partie extrême-orientale de la Russie, où l'interaction des ressources de la Russie et des besoins du Japon et de la Corée, alimentée par une injection de capitaux et un apport technologique de ces pays et du Canada, pourrait fort bien créer une nouvelle dynamique économique.

Le Japon, pour sa part, n'est certes pas hors-course. Au cours des cinq dernières années, il a investi deux fois la valeur globale de l'économie canadienne, mesurée en fonction du PNB, dans de nouvelles technologies, l'amélioration de la production et des capacités accrues, pour se préparer à une nouvelle poussée de croissance une fois la récession terminée. Son surplus au titre du commerce extérieur et des comptes courants est énorme. Du fait de son excédent de capital et de sa pénurie de main-d'oeuvre, ce pays restera un exportateur de capitaux, un investisseur dans d'autres marchés de la région de l'Asie et du Pacifique, y compris le Canada, dans la mesure où nous ferons le nécessaire.

Le resserrement des liens économiques dans la région même est, lui aussi, impressionnant. Dans les années 80, le commerce entre les pays de la bordure du Pacifique s'est accru au taux annuel moyen de 12 p. 100, une performance supérieure à celle du commerce entre l'Asie et l'Europe ou entre l'Europe et l'Amérique du Nord durant la même période. D'importants investissements directs de l'étranger ont par ailleurs renforcé l'intégration à l'échelle régionale.

Il ne fait guère de doute également que les entreprises privées sont les grandes responsables du dynamisme et de la vitalité qui caractérisent les économies de la région. La *Pan-Pacific Business Association* a joué un rôle important dans ce processus depuis 1981, en favorisant la compréhension, la communication et la coopération entre les pays du Sud-Est asiatique et ceux de l'Amérique du Nord.

Par leurs gains spectaculaires au niveau de la qualité, de la productivité et de la commercialisation, les firmes des pays de la bordure du Pacifique ont relevé la barre de la compétitivité pour l'économie mondiale. Les techniques et les stratégies

appliquées dans cette région sont le point de mire des dirigeants d'entreprises partout dans le monde.

Cette situation a par ailleurs conduit à l'établissement de contacts plus officiels entre les gouvernements de la région. Institué en 1989, le mécanisme de Coopération économique Asie-Pacifique (CEAP) est le premier forum intergouvernemental de consultation qui englobe l'ensemble de la région de l'Asie et du Pacifique; il s'agit là d'une évolution significative, que nous appuyons sans réserve.

À Séoul, en novembre dernier, j'ai assisté à la réunion des ministres des pays membres de la CEAP. J'ai été frappé par l'efficacité de ce mécanisme vieux d'à peine deux ans, qui donne par ailleurs l'occasion aux ministres de la région de procéder à des discussions de fond.

À notre avis, la CEAP peut et doit devenir un chef de file dans le domaine du commerce international, notamment en définissant des approches novatrices face aux problèmes nouveaux déclenchés par les forces de la mondialisation.

Le commerce est évidemment l'un des principaux véhicules de l'interaction entre les membres de la communauté de l'Asie-Pacifique. Rien ne définit mieux les liens qui nous unissent, rien n'est plus annonciateur d'un avenir meilleur, que le mouvement de biens et de services entre nos pays et la circulation des capitaux, de la technologie et des idées. La vitalité du commerce dans notre région est l'une des grandes réussites des 25 dernières années, et elle nous donne toutes les raisons d'espérer un avenir encore plus prospère ensemble.

Nous devons collectivement nous servir des nombreuses institutions qui voient le jour dans la région et d'un bout à l'autre du Pacifique, pour implanter ce que j'appellerais une «culture commerciale axée sur le Pacifique», fondée sur un échange plus ouvert de biens, de services, d'idées et de capitaux. Une telle culture dans la communauté de l'Asie-Pacifique viendrait renforcer un régime commercial à la fois ouvert et libéral à l'échelle mondiale.

Mais, pour concrétiser cette vision, les gouvernements, les entreprises, les universités et les autres intervenants devront conjuguer leurs efforts. Pour vous, l'enjeu est de taille. Vous devez investir de vos talents et de votre vision dans ce processus, et vous devez lui accorder votre appui. Les gouvernements, pour leur part, ont le devoir de mettre en place à l'échelle internationale, régionale et nationale un ensemble de politiques qui permettent à cette culture de prendre racine.

C'est pourquoi l'Uruguay Round des négociations commerciales multilatérales (NCM) demeure la grande priorité du Canada en

matière de politique commerciale internationale. Il devra sortir de Genève un accord de libéralisation des échanges nous donnant les instruments voulus pour gérer les changements amenés par la mondialisation, car ces changements nous touchent tous, et pour réaffirmer l'adhésion de la communauté internationale à un régime commercial libéral et fondé sur des règles. Nous avons besoin d'un accord qui couvre de nouveaux domaines, comme le commerce des services et la propriété intellectuelle, et qui assure un meilleur accès pour certains produits, notamment agricoles.

Combiné aux pressions créées par la récession dans bon nombre de nos économies, le retard à conclure les négociations mine la confiance du milieu des affaires et exacerbe les frictions au niveau du commerce international.

La relation commerciale entre le Japon et les États-Unis en est un exemple éloquent : les déséquilibres énormes qui la caractérisent ont en effet accru les pressions en vue de l'adoption de pratiques d'encadrement des échanges.

Je n'ai évidemment pas besoin de vous souligner les dangers que pourrait comporter un glissement vers un commerce encadré entre les deux plus grandes économies au monde. Non seulement des pratiques du genre viennent saper l'efficacité du système commercial international ouvert et fondé sur des règles convenues auquel nous souscrivons tous, mais elles faussent la structure des courants commerciaux internationaux d'une manière qui, inévitablement, porte préjudice aux tierces parties.

Pour contrer cette menace, il importe d'abord et avant tout de parvenir le plus rapidement possible à des résultats substantiels dans le cadre des NCM.

Je peux dire que nous sommes modérément encouragés par les progrès intervenus récemment dans le dossier de la réforme de la politique agricole commune de la CE, puisqu'ils risquent fort de conduire à une résolution des divergences entre les États-Unis et la CE dans ce domaine. Les progrès dans le dossier de l'agriculture ont évidemment une importance cruciale dans le règlement de toutes les questions encore en suspens dans les négociations commerciales.

Le plus vite nous pourrons venir à bout de ces questions, le plus tôt nous pourrons tirer parti des possibilités énormes que présente la concrétisation des résultats de l'Uruguay Round pour la croissance, le développement et l'expansion du commerce à l'échelle mondiale.

Mais notre tâche ne s'arrête pas là. Nous avons aussi cherché à promouvoir une culture commerciale à la fois ouverte et libérale par des initiatives novatrices au niveau des régions et des sous-régions.

Il y a un moment, j'ai parlé de notre participation constructive au mécanisme de la CEAP. Nous appuyons aussi sans réserve la mise en place de structures sous-régionales appropriées afin de répondre à des besoins plus spécifiques, dans la mesure où elles sont compatibles avec le GATT.

Ce concept du «régionalisme ouvert» est précisément ce qui sous-tend l'Accord canado-américain de libre-échange (ALE) et notre participation aux négociations en vue d'un accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Nous croyons comprendre que l'accord de libre-échange envisagé entre les pays de l'ANASE procède de la même approche. À notre avis, ces initiatives peuvent renforcer l'adhésion aux principes de libre-échange sur lesquels prendrait appui une culture commerciale axée sur le Pacifique.

Dans cette perspective, le Canada accueille favorablement l'engagement pris par les leaders de l'ANASE de renforcer la coopération économique et la libéralisation du commerce dans la région. Ce nouvel effort qui vise à réduire les obstacles au commerce entre les pays de l'ANASE est, à notre avis, un facteur positif qui devrait à terme améliorer le développement économique au sein de l'ANASE et faire pièce aux forces protectionnistes.

Nous considérons que nos propres efforts pour créer une zone nord-américaine de libre-échange renforcent notre approche du système commercial multilatéral et les enjeux que nous y avons. Ce sont des initiatives parallèles qui ont le même objectif central : accroître les débouchés en matière de commerce et d'investissements en libéralisant les échanges.

Je sais que nos partenaires de l'Asie et du Pacifique éprouvent certaines craintes qu'un accord de libre-échange nord-américain puisse déboucher sur la formation d'un bloc commercial nord-américain qui leur ferme ses portes. Comme mes collègues des États-Unis et du Mexique et moi-même l'avons dit à diverses reprises, nous ne cherchons d'aucune façon à créer un bloc «exclusiviste», pas plus que nous cherchons à créer de nouveaux obstacles commerciaux à nos échanges avec nos autres partenaires.

Les négociations de l'ALENA visent à mettre en place des règles qui créent un environnement plus prévisible et plus efficace dans lequel gérer les échanges et les investissements en Amérique du Nord. Tout accord sera entièrement conforme au GATT et contribuera à renforcer le concept d'une culture commerciale axée sur le Pacifique en ouvrant davantage nos économies à la concurrence étrangère et en donnant une assise plus solide aux principes du libre commerce dans nos secteurs privés. En créant un marché intégré d'environ 360 millions de personnes ainsi qu'en rationalisant la production et en augmentant les revenus, l'ALENA stimulera sensiblement les investissements et les échanges à l'échelle de la communauté mondiale.

En outre, les questions qui font l'objet des négociations de l'ALENA sont, dans nombre de cas, au coeur du débat sur la politique commerciale et pourraient établir des précédents utiles au niveau de négociations multilatérales et d'autres négociations régionales.

À titre de gouvernement et à titre de membre du Groupe des sept nations industrialisées (G-7), nous n'avons d'autre choix que de nous attaquer aux problèmes les plus urgents auxquels est confrontée la communauté internationale. Le gouvernement du Canada et les autres gouvernements du G-7 ont dû consacrer beaucoup d'attention à l'Europe orientale et à l'effondrement du communisme et de sa tyrannie.

L'Europe de 1992 constitue un autre développement majeur qui, sur le plan des relations commerciales et économiques, présente des défis ainsi que des possibilités considérables. Globalement, nous croyons que la Communauté de 1992 est un événement positif puisqu'elle appuie la libéralisation des échanges.

Par ailleurs, le Sommet de la Terre à Rio a mis en lumière les questions environnementales qui commandent l'attention de nous tous aujourd'hui. Le Canada, comme les autres pays du G-7, fera sa juste part pour appuyer le suivi international nécessaire afin d'assurer le succès de la Conférence des Nations Unies pour l'environnement et le développement (CNUED).

Le Canada n'est pas en faveur d'utiliser des mesures commerciales pour corriger des problèmes environnementaux dans d'autres pays. Nous préférons l'approche multilatérale, depuis longtemps la pierre angulaire de nos politiques étrangère et commerciale.

Pour cette raison, nous sommes d'avis que le Groupe de travail du GATT sur les mesures concernant l'environnement et le commerce international est le mécanisme approprié pour traiter de l'interrelation du commerce et de l'environnement.

Il ne faut pas pour autant en conclure que nous avons tourné le dos à l'Asie et au Pacifique. Si nous avons consacré moins de temps et manifesté moins d'intérêt à cette région, c'est simplement parce que nos relations outre-Pacifique sont pour la plupart exemptes de la turbulence et des menaces qui ont caractérisé la gestion de nos relations collectives avec l'ancienne Union soviétique et ses ex-satellites.

Nous savons toutefois que la situation dans la région de l'Asie et du Pacifique est tout aussi importante pour notre pays que les événements ailleurs dans le monde. S'appuyant sur les investissements qu'alimentent les exportations, pays après pays dans la partie ouest de la région du Pacifique ont gravi les échelons économiques. Cette évolution n'est d'ailleurs pas passée inaperçue en Europe. J'ai récemment eu l'occasion de

rencontrer la communauté financière de Londres. Ses membres conçoivent l'Ouest du Canada comme une porte sur la région du Pacifique et les occasions qu'elle recèle.

À la réunion du Conseil économique du bassin du Pacifique la semaine dernière, à Vancouver, j'ai exhorté les délégués du secteur privé à profiter de la réunion pour traduire cette espérance et cet intérêt en résultats concrets. Je répète l'invitation ici.

Au niveau interne, le gouvernement fédéral, au Canada, a mis en place un large éventail de mesures politiques destinées à donner à l'économie canadienne une assise solide afin qu'elle soit concurrentielle sur le plan international. Comme plus de 25 p. 100 de notre production et un tiers de nos emplois dépendent directement des exportations, le commerce extérieur est vital pour nous. Nous savons que les solutions traditionnelles ne nous permettront plus d'être à la hauteur et nous nous tournons de plus en plus vers la région du Pacifique pour y trouver des partenaires avec lesquels bâtir notre avenir.

Parmi les politiques que nous nous sommes efforcés de mettre en place au pays, on retrouve notamment la poursuite de la déréglementation, la privatisation, la promotion des investissements et la libéralisation des échanges, la réduction du déficit, d'importantes réformes fiscales et une lutte vigoureuse contre l'inflation.

Il y a déjà des signes de succès. Les taux d'intérêt et d'inflation sont à leur plus bas niveau depuis 20 ans. Des mesures comme l'Accord de libre-échange canado-américain ont ouvert l'économie canadienne, créant un climat positif pour les industries exportatrices canadiennes et des occasions exceptionnelles pour les investisseurs étrangers.

Au cours des sept dernières années, les exportations de marchandises canadiennes dans la région de l'Asie et du Pacifique ont connu une forte hausse, passant de 11 milliards de dollars en 1985 à 16 milliards en 1991 — soit une augmentation de 45 p. 100 en termes courants. Nos exportations de marchandises ont d'ailleurs atteint des niveaux records dans le premier trimestre de cette année.

En outre, nous avons lancé ici même au Canada, une grande initiative sur la question de la prospérité, dans le cadre de laquelle nous examinerons nos réalisations et nos lacunes et nous favoriserons le débat sur les façons de gérer le changement global dans notre économie et d'utiliser efficacement les défis et les occasions de l'étranger pour progresser. Nous espérons de la sorte élaborer un plan d'action qui nous permettra de relever les défis qui nous attendent et d'améliorer notre compétitivité internationale.



Nous avons mis en oeuvre des programmes de partenariat comme *Pacifique 2000*. Ce programme regroupe des initiatives variées qui visent à accroître la compétitivité des Canadiens et à les équiper pour traiter avec les marchés de la région de l'Asie et du Pacifique. Nous aidons à établir des liens commerciaux plus efficaces dans la région par des subventions à la Fondation Asie-Pacifique, des programmes de sensibilisation linguistique et culturelle, un soutien du développement à long terme des marchés et un meilleur appui aux associations commerciales et industrielles comme celle-ci.

La région du Pacifique est sans aucun doute porteuse d'énormes possibilités pour nous tous, qu'il s'agisse des multiples sources d'investissements, de partenaires dans le développement de nouvelles et de meilleures technologies ou encore de débouchés pour nos produits et services. Bien entendu, le partenariat n'est pas une relation à sens unique et, à cet égard, on pourrait même dire que la région de l'Asie et du Pacifique est une autoroute à voies multiples. Je suis convaincu que les possibilités d'alliances stratégiques d'entreprises canadiennes avec d'autres entreprises de la région du Pacifique sont excellentes.

J'ai récemment dirigé des missions commerciales importantes en Corée, au Japon et en Chine, et j'ai été impressionné par l'énergie et le dynamisme de ces pays. Je compte d'ailleurs diriger d'autres missions du genre dans d'autres pays de la région au cours des mois à venir.

Partout où je vais, je suis frappé par l'énorme potentiel de partenariats qui existe dans la région. Les gens d'affaires qui prennent part à ces missions en retirent des enseignements qu'ils sont plus que disposés à mettre en pratique dans leurs propres sociétés.

Ces missions produisent des résultats très tangibles. Celle en Chine, par exemple, a conduit à la signature de quatre contrats dans le domaine des télécommunications.

Collaboration, coopération, consensus et compétitivité sont tous des mots que j'associe maintenant au succès d'entreprises dans le Pacifique.

Certes, les gouvernements ont un rôle important à jouer dans l'élaboration de politiques économiques ouvertes sur l'extérieur. Mais ils ne peuvent y arriver seuls. Au bout du compte, il reviendra aux gens d'affaires et au monde universitaire — à des gens comme vous, oeuvrant dans la *Pan Pacific Business Association* et ailleurs — de donner vie au concept d'une culture commerciale ouverte, axée sur le Pacifique, qui soit mutuellement bénéfique. C'est aux entreprises privées qu'il incombera de faire les ajustements nécessaires pour devenir ou rester

concurrentielles sur les marchés internationaux et pour s'adapter à l'évolution de la demande dans les économies en croissance rapide du Pacifique.

Je crois que votre leadership est essentiel pour aider à instituer et à promouvoir dans le Pacifique une culture qui apporte une réponse positive et constructive à ces changements. Pour être concurrentielles sur les nouveaux marchés mondiaux, les entreprises devront plus que jamais rechercher des partenariats, des alliances et des stratégies à l'échelle transnationale.

Nous avons appris, souvent à nos dépens, que les idées et les politiques isolationnistes ne fonctionnent pas. Les obstacles au commerce et les autres interventions économiques semblables, comme toutes les politiques protectionnistes, étouffent la croissance économique pour tout le monde et surtout pour ceux qui les adoptent.

Le défi qui nous attend est de contribuer à développer chez les gens d'affaires et les autres intervenants de la région des attitudes ouvertes sur l'extérieur et réceptives à de nouvelles idées et approches. Dans la région du Pacifique, il nous faut bâtir sur les succès économiques exceptionnels réalisés jusqu'ici et consolider le climat d'ouverture à l'origine de ces succès.

Cette conférence est une étape importante dans un processus qui se poursuit, et qui consiste à créer non seulement des relations commerciales et d'affaires, mais aussi le climat de compréhension et de coopération nécessaires pour poursuivre des objectifs communs.

La région de l'Asie et du Pacifique peut et doit prêcher par l'exemple. Nos réalisations économiques sont certes une source de fierté, mais l'avenir est tout aussi prometteur. Je crois que, le gouvernement et les gens d'affaires travaillant ensemble, nous pouvons implanter dans cette région des plus dynamiques une culture commerciale du Pacifique qui contribuera à bâtir un monde meilleur et plus prospère pour tous nos peuples.

Je vous remercie.